



Banque mondiale

Banque internationale pour la reconstruction et le développement
Association internationale de développement



**Fondation européenne
pour la formation.**

*Connaissances et capacités pour le développement :
Enseignement secondaire et
formation professionnelle
au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*

Une conférence de décideurs

*organisée conjointement par la
Banque mondiale et la
Fondation européenne pour la formation*

Turin, du 7 au 10 mai 2000

Egalement parrainée par le
Ministère italien de l'Instruction Publique



RÉSUMÉ DE LA CONFÉRENCE



*Connaissances et capacités pour le développement :
Enseignement secondaire et
formation professionnelle
au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*

Une conférence de décideurs

*organisée conjointement par la
Banque mondiale et la
Fondation européenne pour la formation*

Turin, du 7 au 10 mai 2000

Résumé de la conférence

Avant-propos

Au cours de ces dernières années, le rôle des systèmes d'enseignement secondaire et de formation a changé de façon radicale dans le monde entier. Autrefois considérés comme une simple composante du système éducatif global, l'enseignement secondaire et la formation sont devenus des outils indispensables pour améliorer les conditions socio-économiques et équilibrer le marché du travail, notamment dans les pays où ces progrès sont tributaires, dans une large mesure, du développement des ressources humaines. C'est le cas notamment des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, qui reconnaissent aujourd'hui dans leur majorité l'importance de ces systèmes et se tournent vers les pouvoirs publics pour créer les conditions nécessaires au développement de ce nouveau rôle. De plus, considérés comme des activités complémentaires de transmission de connaissances et compétences à la main-d'œuvre, l'enseignement secondaire et la formation nous incitent à adopter une démarche intégrée et non fragmentée face aux défis qu'ils présentent.

Ces nouveaux défis ont fait l'objet d'une conférence intitulée *Connaissances et capacités pour le développement : Enseignement secondaire et formation professionnelle au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*, qui s'est tenue à Turin (Italie) du 7 au 10 mai 2000, sous l'égide de la Banque mondiale et de la Fondation européenne pour la formation, une agence de l'Union européenne établie à Turin. Cette fondation a pour mission de soutenir la réforme de la formation et de l'enseignement professionnel dans des pays en transition. Cette conférence a réuni des ministres de l'éducation et de l'emploi, ainsi que des hauts responsables de seize pays de la zone méditerranéenne : Algérie, Arabie Saoudite, Bahreïn, Egypte, Emirats Arabes Unis, Iran, Jordanie, Liban, Maroc, Oman, république de Djibouti, république du Yémen, Syrie, Autorité palestinienne, Tunisie et Turquie. Parmi les participants figuraient également des représentants de six pays de l'Union européenne, ainsi que des membres de la Commission européenne et d'organisations internationales comme le BIT, le CEDEFOP, l'OCDE et l'UNESCO. Des experts de la Banque mondiale, de la Fondation européenne pour la formation, d'organisations internationales, d'États membres de l'Union européenne, de la Hongrie, du Canada et de la région MEDA ont dirigé les débats dans le cadre de séances plénières et de groupes de travail.

Cette conférence a bénéficié du concours financier de la Banque mondiale, de la Fondation européenne pour la formation, du gouvernement japonais et des autorités italiennes au niveau national, régional et local, notamment du Ministère italien de l'Instruction Publique, de la Comune di Torino, de la Provincia di Torino et de la Regione Piemonte. Le Ministère italien de l'Instruction Publique a également financé la publication de ce rapport.

Ce rapport a pour principal objectif de résumer les débats qui se sont tenus à Turin. Il répond aussi à l'espoir que ces débats encouragent les pays de la région à poursuivre le dialogue sur l'importance des systèmes d'enseignement secondaire et de formation. La conférence marque ainsi la première étape d'un processus sur le long terme visant à la poursuite commune des objectifs identifiés à Turin. Les textes présentés par les intervenants peuvent être obtenus dans leur intégralité à partir des sites web :

- www.etf.eu.int.nsf/pages/medamenaconference
- www.worldbank.org/wbi OR www.worldbank.org/education/secondary

Sommaire

Avant-propos	iii
Résumé.....	vii
I. Le contexte.....	1
L'éducation au 21ème siècle	1
Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord	2
<i>Tableau 1 : Taux de chômage : total, parmi les travailleurs ayant terminé au moins l'enseignement secondaire, début des années 90.....</i>	<i>3</i>
La conférence de Turin.....	3
II. Qualité et pertinence.....	7
Qualification professionnelle et normes de formation	7
Evaluation de la qualité.....	8
Programme d'études et normes	8
III. Dispositifs et aspects financiers	11
<i>Tableau 2 : Evolution du niveau de formation atteint des plus de 15 ans entre 1960 et 1990.....</i>	<i>11</i>
<i>Tableau 3 : Dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PNB</i>	<i>11</i>
Dispositifs.....	12
Filières d'orientation.....	13
Financement.....	14
Gestion rationalisée de l'enseignement	15
Partenariat social	15
IV. Enseignants et formateurs.....	17
V. Conclusions	19
Renforcement de la coopération	20
Annexe I: " Indicateurs d'éducation	21
Annexe II: Agenda	23
Annexe III: Liste des Participants.....	27

Résumé

Dans de nombreux pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, l'enseignement secondaire et la formation ne permettent pas de répondre aux besoins en formation de la population. A brève échéance, le rythme effréné de la mondialisation et des progrès technologiques va intensifier la nécessité d'un changement en profondeur de l'enseignement secondaire et de la formation, car les jeunes devront se préparer à un avenir dont l'un des éléments centraux sera le changement. L'enseignement passera alors du paradigme qui consiste à *apprendre à faire* à celui d'*apprendre à apprendre*.

L'enseignement et la formation doivent équilibrer les besoins de la population d'un pays avec ceux de son marché du travail. Or dans la plupart des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, des mécanismes fiables de collecte de données sur ces besoins sont inexistantes et doivent encore être mis en place.

L'évaluation de la qualité, fondée sur des objectifs clairement définis, devrait servir à améliorer le système d'éducation dans son ensemble et non à promouvoir la disparition des écoles jugées sous-performantes.

Pour assurer la pertinence de l'enseignement secondaire, il faut que tous les acteurs de la formation participent à la définition, à l'évaluation et à l'actualisation des normes de formation. Quel que soit le système adopté pour définir, actualiser et mettre en oeuvre ces normes de formation et certifications, il est essentiel qu'il soit transparent, compte tenu de la diversité des horizons des personnes qui seront amenées à l'utiliser.

Les programmes d'études devraient davantage mettre l'accent sur le développement de la capacité à acquérir de nouvelles compétences tout au long de l'existence. Il est impératif d'instaurer une coordination entre les secteurs de la formation initiale et continue et la formation en cours d'emploi d'autre part.

L'évolution des programmes d'enseignement professionnel allant dans le sens d'un rapprochement avec l'enseignement secondaire général, il convient de renforcer les liens horizontaux et la coopération entre ces deux secteurs.

Le rôle des autorités nationales en matière d'éducation devrait être un rôle de gestion stratégique et de supervision du système dans son ensemble. Il comprend la facilitation des échanges et l'incitation au dialogue entre tous les principaux intéressés.

Les filières d'orientation sont un sujet de controverse. Leur pertinence dans le domaine de l'enseignement secondaire dépend en grande partie du niveau scolaire atteint. Dans les pays où la scolarité obligatoire est moins longue, l'orientation précoce par filières peut être plus appropriée que dans les pays où la scolarité est obligatoire jusqu'à 16 ans.

La plupart des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont recours à des méthodes d'audit public pour contrôler les dépenses d'éducation de chaque institution. Bien que le retour sur investissement dans l'enseignement secondaire soit un thème largement débattu, il n'existe quasiment aucun mécanisme de suivi de performance.

Les mécanismes de financement fondés sur des paramètres de calcul quantitatifs peuvent gagner à s'accompagner de mesures incitatives basées sur des paramètres qualitatifs, comme des indicateurs de performance. Or, ces facteurs de motivation ne peuvent réussir qu'à condition que l'environnement comptable et financier, d'une part, et l'environnement de performance, d'autre part, soient transparents, tant au niveau de l'école qu'au niveau du système. De plus, ces incitations et leur place dans la responsabilisation des institutions d'enseignement et de formation présupposent un plus grand degré d'autonomie que celui dont jouissent actuellement les écoles de la région.

Une rationalisation de la gestion et de l'élaboration des politiques en matière d'enseignement et de formation entre les autorités concernées peut réduire considérablement le gaspillage de ressources humaines, matérielles et financières.

L'organisation des acteurs concernés, à travers notamment des mécanismes de consultation tripartite, va occuper une place importante dans le débat sur l'éducation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La prépondérance des petites et moyennes entreprises (PME) et l'importance du secteur informel expliquent la quasi-absence d'organisations professionnelles sur le plan historique et, encore aujourd'hui, la grande difficulté à organiser ou à représenter certaines parties prenantes.

Il faut que les enseignants et les formateurs puissent bénéficier d'une formation permanente pour être à même d'assumer leur nouveau rôle d'animateur et non plus d'instructeur, et que la profession soit rendue plus attrayante. Un moyen de traiter ces deux aspects est d'encourager une collaboration plus étroite entre l'industrie et l'éducation, en créant un espace d'« échange de services » entre les enseignants et les entreprises.

Plusieurs pays de la région ont à leur disposition des exemples de bonne pratique en matière de réforme de l'enseignement secondaire. On ne peut donc que recommander vivement un renforcement de la collaboration intrarégionale.

Le contexte

L'éducation au 21ème siècle

1. Les changements spectaculaires qu'ont connus les sociétés au niveau mondial, régional et local ébranlent les fondements traditionnels des politiques d'enseignement et de formation. L'importance croissante de la technologie de l'information et de la communication ainsi que la mondialisation du commerce et de l'industrie rendent de plus en plus obsolètes les schémas d'emploi conventionnels et élargissent constamment l'éventail des compétences que les employeurs et la société civile jugent « essentielles ».

2. Il en découle deux conséquences majeures :

- On choisit de plus en plus rarement un emploi à vie ; d'ailleurs, l'idée que les gens se font de l'emploi s'écarte de la notion (plus permanente) de « profession » pour se rapprocher de celle (plus temporaire) de « travail ». En conséquence, on exige de plus en plus souvent des futurs employés qu'ils aient reçu un enseignement et une formation initiale suffisamment poussés pour faciliter un perfectionnement professionnel régulier.
- L'élargissement des compétences essentielles attendues signifie à son tour que l'enseignement primaire ne suffit pas à lui seul pour acquérir ces compétences. Ceci est particulièrement vrai pour les pays en transition, où l'enseignement secondaire et la formation jouent un rôle crucial pour munir les citoyens de compétences essentielles suffisamment étendues.

3. Au cours de ces dernières années, la plupart des pays, indépendamment de leur niveau de développement économique, se sont concentrés sur la formation continue, la formation des adultes et l'éducation permanente. On voit cependant se répandre l'idée selon laquelle la formation continue ne se limite pas à initier la main-d'œuvre à des idées et des techniques nouvelles. L'*adaptabilité* des individus, condition importante d'un recyclage réussi, est déterminée par les compétences générales acquises tôt dans la vie. L'apprentissage de ces compétences est aujourd'hui largement admis comme l'une des principales exigences de l'enseignement formel. La *Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous*, rédigée à Jomtien (Thaïlande) en 1990, illustre ce consensus international. Elle reconnaît que les besoins éducatifs fondamentaux incluent « les connaissances, compétences, attitudes et valeurs nécessaires aux êtres humains pour pouvoir survivre, développer toutes leurs facultés, vivre et travailler dans la dignité, participer pleinement au développement, améliorer leur qualité de vie, prendre des décisions éclairées et continuer leur apprentissage ».¹

4. L'impact de la mondialisation se fait ressentir aux quatre coins du globe. Tout porte à croire que le monde de demain sera encore plus mobile et plus interconnecté qu'on ne peut l'imaginer. Les compétences et les comportements acquis au cours de l'enseignement secondaire et de la formation vont jouer un rôle de plus en plus critique dans l'aptitude à faire face aux effets de la mondialisation.

¹ La *Déclaration mondiale sur l'éducation pour tous*, accompagnée d'un *Cadre d'action pour répondre aux besoins éducatifs fondamentaux*, a été adoptée par des délégués de 155 gouvernements rassemblés à l'occasion de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous qui s'est tenue à Jomtien (Thaïlande) du 5 au 9 mars 1990. Les documents sont disponibles sur Internet : http://www.unesco.org/education/pdf/JOMTIE_E.PDF. Des informations concernant le prochain Forum mondial sur l'éducation sont disponibles à : <http://www2.unesco.org/wef/en-conf/index.shtml>

5. Le développement économique international n'est donc pas le seul facteur appelant à réévaluer le rôle de l'enseignement secondaire. La mondialisation, sous tous ses aspects, exige que l'on prépare les jeunes au monde de demain. Pour cela, il faut les préparer à la permanence du changement et les aider à s'aider eux-mêmes en mettant davantage l'accent sur le processus que sur le résultat. Citant la Commission Delors, dans un rapport présenté à l'UNESCO en 1996, l'éducation au 21^{ème} siècle ne sera pas seulement *apprendre à faire*, mais aussi *apprendre à connaître* (particulièrement dans le sens d'*apprendre à apprendre*), *apprendre à être* et *apprendre à vivre ensemble*.²

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord

6. La mondialisation, avec l'accroissement de la concurrence et de la coopération qu'elle engendre sur le plan international, va avoir des répercussions sérieuses sur les économies et les marchés de l'emploi jusqu'alors relativement protégés du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord et bouleverser leurs pratiques traditionnelles. Même s'il est vrai qu'une plus grande intégration dans l'économie mondiale doit créer de nouveaux débouchés, le fait de s'exposer à la concurrence internationale va forcer l'industrie locale à revoir ses stratégies et ses besoins en main-d'œuvre.

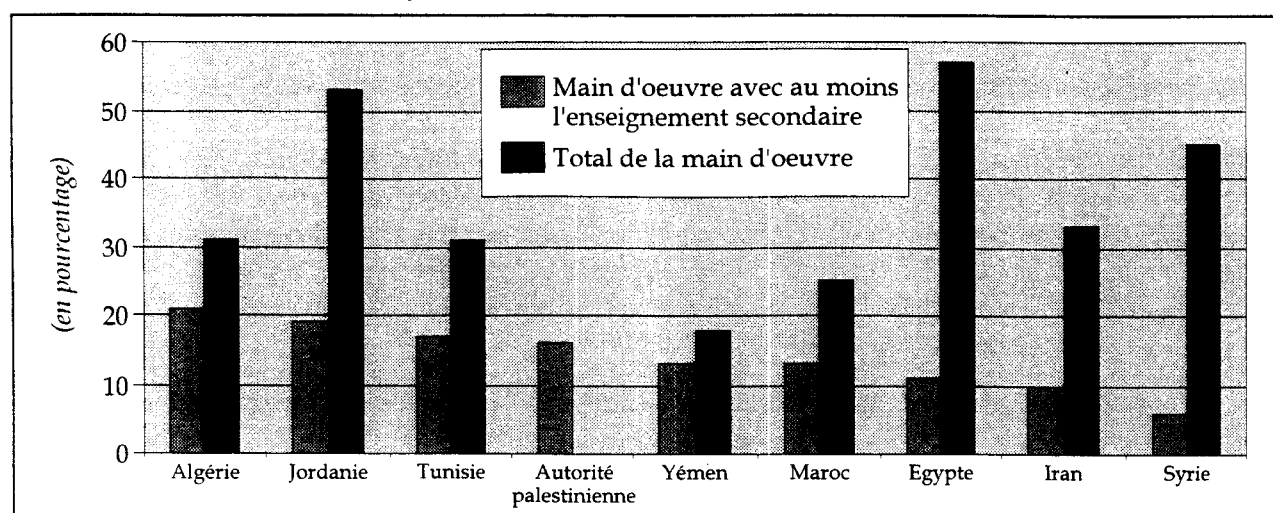
7. Conscients de cette évolution, certains gouvernements du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord réexaminent actuellement le rôle de l'enseignement secondaire en vue d'aider leurs citoyens à affronter un environnement, tant personnel que professionnel, dont l'évolution n'a jamais été aussi rapide. D'autres sont prêts à engager des réformes similaires.

8. Ces pays se trouvent dans une situation unique à cet égard. Dans une région où environ 40 pour cent de la population totale avait moins de 15 ans en 1996³ et pour qui, dans une grande majorité, l'enseignement secondaire et la formation correspondent à la dernière étape du processus d'enseignement formel, l'impact potentiel des réformes dans ce domaine est considérable, même à court ou moyen terme. Cependant, outre l'opportunité, il existe une *nécessité* pressante de réviser. Face à l'absence de croissance économique significative et au nombre élevé de chômeurs jeunes et diplômés dans la plupart des pays de la région, les gouvernements de ces pays sont amenés à revoir leur stratégie économique.

2 *Apprendre : le trésor intérieur*, Delors et al, UNESCO (1996). Un résumé des recommandations est disponible en format PDF sur Internet : http://www.unesco.org/education/pdf/15_62.pdf

3 Source : *L'éducation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord : une stratégie pour mettre l'enseignement au service du développement*. Banque mondiale (1996).

Tableau 1 : Taux de chômage : total, parmi les travailleurs ayant terminé au moins l'enseignement secondaire, début des années 90



Source : Banque mondiale, 1995

9. L'évaluation de la pertinence des systèmes de formation et d'enseignement formel devrait faire partie intégrante de ce processus de révision. Il est urgent de procéder à une révision complète portant en particulier sur le rôle central de l'enseignement secondaire et de la formation dans le processus éducatif global.

La conférence de Turin

10. Représentant 55 pour cent de l'aide publique internationale au développement, l'Union européenne et ses États membres ont récemment intensifié leurs efforts de soutien au développement social et économique dans les régions limitrophes de l'Union européenne. Le programme MEDA est le principal instrument dont dispose la Commission pour fournir ce soutien aux régions d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (MENA). Considérant le développement des ressources humaines comme un facteur-clé de prospérité économique, de développement de la société civile, de paix et de stabilité, l'Union européenne s'est engagée à renforcer l'enseignement et la formation dans cette région.

11. Au cours des dix dernières années, la Banque mondiale a publié de nombreux articles de politique générale consacrés à l'enseignement primaire, à l'enseignement et formation professionnels et techniques, ainsi qu'à l'enseignement supérieur, qui ont beaucoup contribué à la connaissance et au dialogue sur la réforme de l'éducation dans le monde. Or, aucune consolidation semblable des connaissances de la Banque mondiale sur l'enseignement et la formation du second degré n'a été achevée. Les pays de la zone MENA, témoins d'une rivalité souvent féroce entre les sous-secteurs de l'enseignement général et de la formation, ont présenté un cadre régional de qualité pour amorcer ce processus de consolidation.

12. Distincts par leur histoire et leur culture, les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord réalisent qu'une coopération internationale peut favoriser les réformes qu'ils ont engagées, qu'elle s'articule entre pays voisins ou entre groupes de pays géographiquement éloignés.

13. Pour mettre en train cette coopération, une conférence ministérielle régionale sur l'enseignement secondaire et la formation s'est tenue à Turin (Italie) du 7 au 10 mai 2000. Intitulée *Connaissances et capacités pour le développement : Enseignement secondaire et formation professionnelle au*

Moyen-Orient et en Afrique du Nord, cette conférence était organisée en partenariat par la Banque mondiale et la Fondation européenne pour la formation, une agence spécialisée de l'Union européenne.

14. Les participants représentaient quinze pays et territoires Med-MENA (Algérie, Arabie Saoudite, Autorité palestinienne, Bahreïn, Djibouti, Egypte, Iran, Jordanie, Liban, Maroc, Oman, Syrie, Tunisie, Yémen et Turquie). Parmi eux figuraient quatre ministres et huit vice-ministres ainsi que des responsables de ministères de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'emploi. Sept États membres de l'Union européenne y étaient également officiellement représentés (Autriche, Belgique, Finlande, France, Grèce, Italie, Royaume-Uni), de même que six organisations internationales (Commission européenne, Fondation européenne pour la formation, BIT, Banque mondiale, OCDE et UNESCO).

15. Trois choix stratégiques furent retenus dès le début concernant le programme de la conférence et ses participants, tous présentant des risques :

- réunir l'enseignement général et la formation dans une même conférence ;
- ratisser large au niveau des thèmes à aborder, au risque de diluer les discussions ;
- inviter des ministres, autres décideurs et hauts responsables techniques, compliquant ainsi le concept du programme et sa logistique.

16. La conférence visait à jeter les fondements d'une révision systématique et comparative de l'enseignement secondaire et de la formation dans les pays de la région, ainsi qu'à promouvoir une plus grande collaboration internationale pour soutenir cet objectif. La représentation éminente - ministres, vice-ministres et autres décideurs de haut rang - des autorités concernées de l'ensemble de la zone a contribué à la réalisation de cet objectif. La conférence s'est concentrée sur le contenu et les participants ont affiché un véritable intérêt pour les thèmes débattus et ont semblaient enchantés de participer à une initiative régionale d'élargissement des connaissances sur l'enseignement secondaire et la formation.

17. La conférence n'avait pas pour finalité de formuler des recommandations spécifiques en faveur du développement de l'enseignement secondaire en général, ni de l'enseignement secondaire dans la région en particulier, mais de faire découvrir des idées nouvelles aux participants et de les sensibiliser à d'autres initiatives déjà en place dans la zone et dans d'autres régions du monde. Il n'existe pas de modèle ni de réponse unique concernant les réformes de l'éducation.

18. Enfin, la conférence visait à rechercher un terrain d'entente entre les participants afin d'identifier des domaines de collaboration possibles entre les pays, entre les régions et entre les agences d'aide.

19. Ce document est une synthèse des discussions fructueuses menées au cours de la conférence. Il a pour objectif de rapporter aussi fidèlement que possible les questions soulevées et les consensus qui se sont dégagés.

Thèmes et conclusions préliminaires

20. A l'issue d'une séance plénière préliminaire au cours de laquelle les grands thèmes ont été abordés (marchés du travail, institutions et culture de la région), la conférence s'est concentrée sur des thèmes relevant de trois domaines touchant à l'enseignement secondaire et la formation : (a) qualité et pertinence, (b) dispositifs et aspects financiers, (c) enseignants et formateurs. Huit séances de groupes de travail ont été organisées sur les thèmes suivants : (a.1) la qualification professionnelle et les normes de formation, (a.2) l'évaluation de la qualité, (a.3) le programme d'études et les normes ; (b.1) les dispositifs d'enseignement secondaire et de formation, (b.2) le financement de l'enseignement secondaire et de la formation, (b.3) les fonds de formation ; (c.1) la formation des enseignants et des formateurs (c.2) le statut des enseignants et des formateurs (cf. programme ci-joint).

21. La séance d'ouverture a souligné que le succès de la conférence devait se juger à sa capacité à aborder de manière ouverte et franche les grands problèmes rencontrés par l'enseignement secondaire et la formation. Au terme de deux jours et demi d'échanges dans le cadre de séances plénières et de discussions en groupes, cinq grands thèmes se sont dégagés :

- la fusion de l'enseignement professionnel et de l'enseignement général face aux exigences croissantes du marché de l'emploi en matière de compétences essentielles ;
- le financement émanant des demandeurs et la viabilité financière des secteurs, face à l'augmentation des taux de scolarisation ;
- la qualification des enseignants et des professionnels, pour une équivalence internationale ;
- la participation aux initiatives internationales en matière de suivi et d'évaluation de l'enseignement, pour une mobilité de la main-d'œuvre ;
- une information transparente sur la performance, pour plus de responsabilisation.

22. Tout au long de la Conférence, les intervenants se sont attachés à présenter leurs idées et leurs conclusions de façon pragmatique et non idéologique. Toutefois, trois thèmes ont donné lieu à des débats passionnés :

- tous les débats ont mis l'accent sur les traits communs de l'enseignement secondaire et de la formation ; or, l'idée de « fusionner » l'enseignement général et la formation professionnelle a été accueillie avec méfiance par certains ;
- un consensus est apparu sur les dangers d'une privatisation de l'éducation « à tout prix » ; il reste cependant des efforts à faire pour promouvoir le dialogue sur le « pourquoi » et le « comment » du concept, avec tous ses inconvénients ;
- les dimensions complémentaires de l'éducation ont été soulignées, en tant que facteur de développement économique, mais aussi en tant que facteur de développement politique et social et de cohésion sociale.

II. Qualité et pertinence

23. Garantir la pertinence du contenu de formation est l'un des principaux défis de l'enseignement. Bien que ce ne soit jamais chose aisée, certains diront que c'est encore plus difficile aujourd'hui que ce ne l'était il y a 50 ans. L'enseignement de masse exige l'instauration de normes de formation dont l'application est relativement générale. La mobilité accrue de la main-d'œuvre exige que ces normes et qualifications ne soient pas comprises uniquement par ceux qui les définissent et les utilisent. Le rythme de l'innovation technologique demande que ces normes soient souples.

24. Ces constats simples soulèvent plus de questions qu'ils n'apportent de réponses. La notion de norme souple peut sembler contradictoire en elle-même. A qui doit revenir la responsabilité de définir et d'actualiser ces normes de formation ? Quelle latitude accorder dans leur définition au regard de l'évolution rapide de la nature des professions auxquelles elles s'appliquent ? Comment transposer ces normes dans la pratique pédagogique ? Qui sera chargé d'évaluer les programmes d'études sur la base de ces normes ?

Qualification professionnelle et normes de formation

25. Deux sujets ont dominé les discussions de ce groupe de travail.

26. D'une part, si l'on veut garantir la pertinence de l'enseignement secondaire, tous les acteurs de la formation doivent participer à la définition, à l'évaluation et à l'actualisation des normes de formation. Parmi ces acteurs doivent figurer non seulement le gouvernement et les éducateurs, mais également ceux qui reçoivent les étudiants du système d'enseignement secondaire, comme les employeurs et les institutions d'enseignement postsecondaire, ainsi que d'autres acteurs-clés du marché du travail, tels que partenaires sociaux et bureaux de placement. Ce processus réserve une place importante aux autorités nationales, idéalement, ils sont les animateurs qui facilitent la collaboration entre toutes les parties prenantes.

27. D'autre part, il est indispensable que le système adopté pour définir, actualiser et mettre en œuvre les normes de formation et les qualifications soit transparent, compte tenu de la diversité des horizons de ceux qui seront amenés à l'utiliser. Ils seront fonctionnaires, éducateurs, formateurs, représentants syndicaux et employeurs, autant d'interprétations qui devront s'entendre sur une description concise des besoins de formation d'une profession ou de la valeur d'une qualification. De plus, face à la mobilité accrue de la main-d'œuvre à l'échelle internationale, les partenaires internationaux doivent pouvoir comparer les certifications des différents pays. Les spécialistes chargés d'élaborer des méthodologies de définition de normes et de qualifications seraient bien avisés d'en tenir compte. L'excellence internationale peut servir d'exemple pour définir une terminologie internationale commune ou la clé d'une traduction de terminologie nationale cohérente.

Evaluation de la qualité

28. Les procédures d'évaluation de la qualité peuvent être un formidable moteur de motivation pour les systèmes d'enseignement qui cherchent à s'améliorer. Elles peuvent aussi avoir des conséquences désastreuses. La question qui est au cœur du débat sur le contrôle de la qualité n'est pas de savoir si l'évaluation de la qualité est nécessaire, mais comment l'appliquer.

29. Un consensus est apparu sur la nécessité de baser l'évaluation de la qualité sur des objectifs clairement définis et sur la performance relative du système ou partie du système, telle que la déterminent ces objectifs. La controverse a porté sur la définition de ces objectifs et les méthodes d'évaluation.

30. En décrivant l'enseignement moderne comme la plate-forme devant permettre d'apprendre à faire, d'apprendre à apprendre et d'apprendre à être, on empêche les décideurs de limiter les objectifs pédagogiques aux normes de formation uniquement basées sur des normes professionnelles. Pour certaines professions, ceci amènerait à limiter le programme d'études au volet « apprendre à faire ». L'évaluation de la qualité ne doit donc pas se limiter à la capacité du secteur de l'enseignement à répondre aux besoins immédiats du marché du travail. Là encore, il convient d'impliquer toutes les parties prenantes dans le processus d'élaboration d'une démarche qualité, si l'on tient à satisfaire les besoins de tous les acteurs de l'éducation.

31. Le fait que les pays utilisent différents types d'évaluation (de l'auto-évaluation des institutions aux classements établis sur la base d'indicateurs divers et largement publiés) montre qu'il n'existe pas de consensus international concernant des méthodes privilégiées.

32. L'évaluation de la qualité devrait essentiellement permettre de revaloriser l'ensemble du système d'éducation et non pas de promouvoir la disparition des écoles jugées sous-performantes. Si des mesures sérieuses (comme la publication de classements) sont rattachées aux résultats des procédures d'évaluation de la qualité, il est impératif que les objectifs sur lesquels se basent ces évaluations soient aussi larges que possible. L'utilisation punitive d'évaluations de portée limitée peut fausser les programmes pédagogiques en incitant, à tort, à se concentrer exclusivement sur les indicateurs mesurés.

Programme d'études et normes

33. Une fois les normes de formation identifiées et décrites, il convient de les transposer et de les intégrer dans les programmes d'études. Le groupe de travail qui s'est penché sur ce thème a également souligné la nécessité de développer les liens entre le monde de l'éducation et le monde du travail. La participation des partenaires sociaux au développement et à l'évaluation des programmes d'études peut être un moyen, sinon le seul, de garantir leur pertinence.

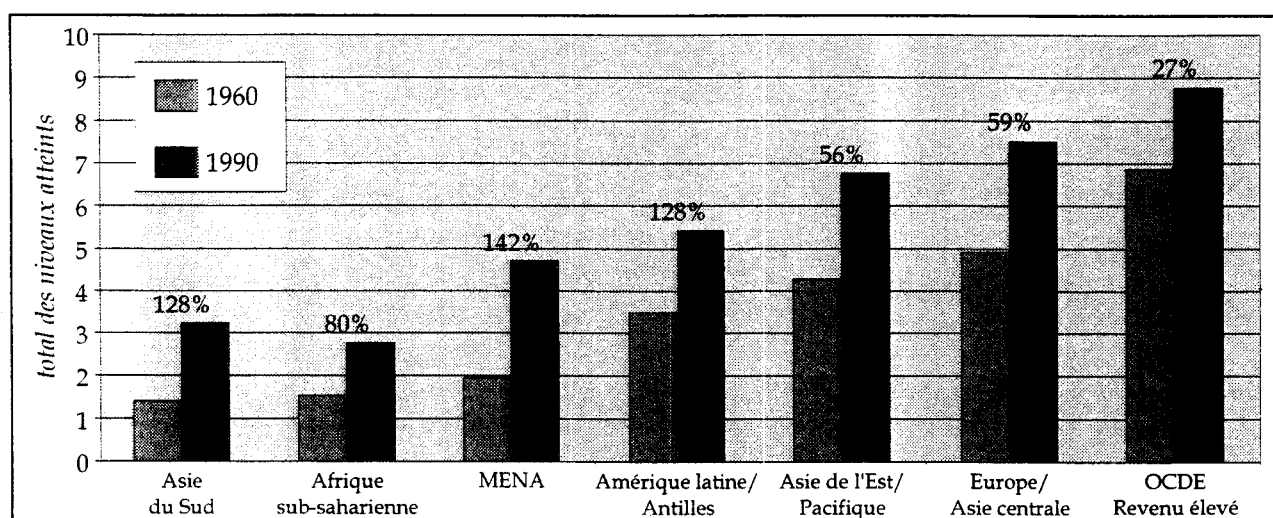
34. Reconnaissant l'évolution des besoins du marché du travail, le groupe a identifié la nécessité de passer d'une approche basée sur les capacités à une approche basée sur les compétences. Alors que l'accent est mis depuis longtemps sur le fait d'apprendre aux étudiants à maîtriser un ensemble de techniques, notamment dans l'enseignement professionnel, il convient d'insister sur l'importance de former à la capacité à acquérir de nouvelles aptitudes au cours de l'existence. Dans ce contexte, il est également impératif qu'une coordination s'établisse entre le secteur de l'enseignement initial et les fournisseurs de formation continue et de formation en cours d'emploi.

35. Enfin, l'enseignement professionnel étant susceptible de se rapprocher de l'enseignement secondaire général compte tenu de l'évolution précédemment décrite de la nature de ses programmes d'études, il apparaît nécessaire d'améliorer les liens physiques (pour permettre aux étudiants de passer d'un système à un autre) et plus généralement de renforcer la coopération entre ces deux secteurs.

III. Dispositifs et aspects financiers

36. Bien qu'elle soit considérée comme l'un des fondements de la société moderne, l'éducation universelle se paye et ce aujourd'hui plus que jamais, face au rythme effréné des progrès technologiques qui ne cessent d'élargir l'éventail des compétences de base que l'on exige des jeunes. C'est encore plus vrai dans une région du monde qui connaît une explosion démographique.

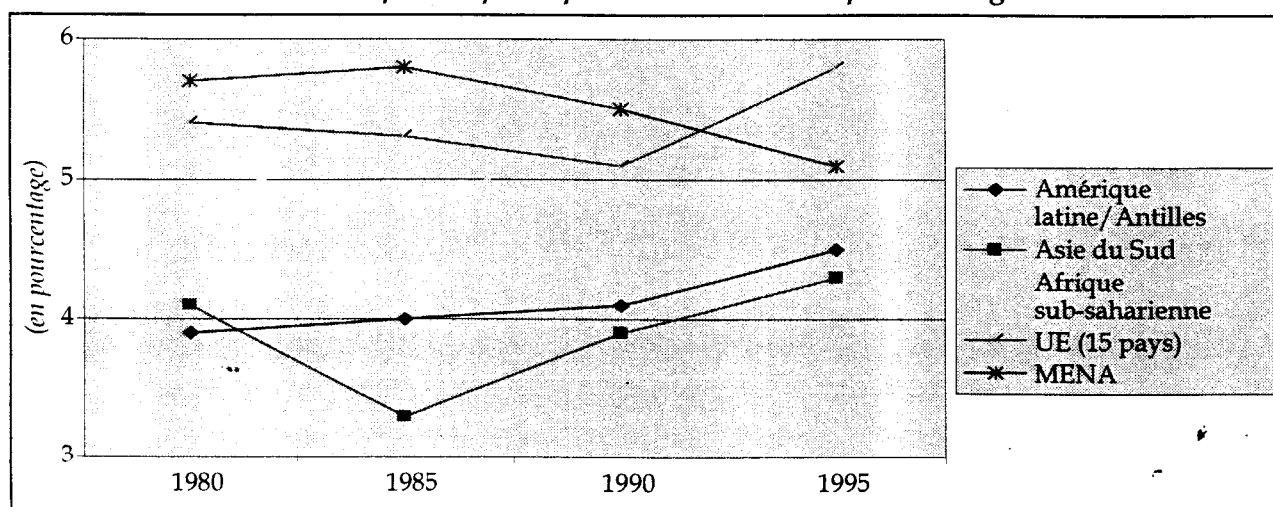
Tableau 2: Evolution du niveau de formation atteint des plus de 15 ans entre 1960 et 1990



Source : Banque mondiale, 2000

37. Le niveau de formation atteint au Moyen-Orient et en Afrique du Nord a augmenté plus rapidement que dans toute autre région du monde. Les budgets consacrés à l'éducation en ressentent la pression. De manière générale, les dépenses d'éducation ont augmenté en termes réels tout au long des deux dernières décennies et, bien qu'elles semblent marquer une tendance à la baisse en pourcentage du PIB, elles sont encore supérieures, dans la plupart des pays, à la moyenne mondiale qui est de 5 pour cent.

Tableau 3: Dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PNB



Source : UNESCO, 1993 et 1998

38. L'une des questions centrales soulevées à Turin était la suivante : comment rendre accessibles à tous un enseignement secondaire et une formation de qualité et étendre cet accès jusqu'à 14 ou 16 ans sachant que, dans une région à forte croissance démographique, tout effort dans ce sens risque de poser des problèmes de capacité et de budget et devra s'accompagner de mesures pour veiller à ce que les gains de formation puissent déboucher sur un emploi rémunéré.

L'exemple de l'Asie du Sud-Est

La plupart des études montrent qu'en Asie du Sud-Est la croissance économique a précédé la croissance de l'éducation et non le contraire. En Thaïlande et en Corée, des investissements prudents ont créé des emplois qui ont à leur tour accentué la demande d'éducation. Les gouvernements de ces pays ont compris qu'ils devaient limiter la demande d'enseignement secondaire et supérieur. Ils y sont parvenus en grande partie par le biais des filières d'orientation. En Corée, l'orientation s'est faite au moyen d'examens, tandis que la Thaïlande a instauré des quotas d'entrée. Il y a cinq ans, 40 pour cent seulement des élèves thaïlandais poursuivaient des études secondaires. En limitant le nombre d'étudiants, ces pays ont pu contrôler le chômage des jeunes et placer l'enseignement primaire en tête de leurs priorités budgétaires.

Dans les années 70 et 80, la population de ces pays avait en majorité une formation industrielle traditionnelle. Les titulaires d'un diplôme professionnel avaient presque tous un emploi et, même aujourd'hui, ils gagnent plus d'argent que les diplômés d'études secondaires générales.

A l'heure actuelle, les changements intervenus dans l'exercice du travail à la suite, entre autres, de l'émergence de l'informatique, des accords mondiaux de commercialisation et des partenariats industriels ont considérablement modifié les compétences exigées par le marché du travail. Cette évolution force les gouvernements à revoir leurs dispositifs d'éducation.

Ce qui est le plus frappant, c'est le fait que les problèmes rencontrés par ces pays en raison du développement d'une société basée sur la connaissance sont les mêmes que dans le reste du monde. Les programmes d'études qui étaient adéquats pendant des décennies doivent changer mais personne ne sait encore précisément comment s'y prendre.

Dispositifs

39. Les choix faits par les gouvernements pour équilibrer les dispositifs de différents types d'enseignement sont plus souvent motivés par des considérations historiques, culturelles et financières que par l'évolution des besoins sociaux des jeunes et les besoins réels du marché du travail. Le plus souvent, les recherches structurées consacrées au marché du travail dans les pays les moins industrialisés sont peu méthodiques, inadéquates, voire même parfois inexistantes. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une des principales caractéristiques est la part importante de la main-d'œuvre employée dans le secteur public. Les gouvernements sont donc des « clients » importants du secteur de l'éducation, alors que le secteur public est moins exposé à la concurrence internationale et par conséquent peu susceptible de jouer un rôle mobilisateur en faveur de l'innovation. Il est probable que ce dernier aspect soit amené à changer dans un avenir proche.

40. La Conférence a fait clairement apparaître que les décideurs de la région sont confrontés à un autre défi en matière d'éducation. Une part importante de la population travaille dans des micro-entreprises, souvent dans le secteur informel ou en marge de celui-ci. Il s'agit d'un secteur

difficile à contrôler et à évaluer au niveau des besoins, et dans le même temps très sensible aux effets de la concurrence internationale. Ce problème est aggravé par le fait que les pouvoirs politiques rechignent souvent à apprécier l'existence et l'importance du secteur informel. Pourtant, le secteur informel dispose d'une capacité d'entreprendre importante et l'effort nécessaire pour l'officialiser serait mesurable, du moins partiellement, en besoins de formation.

41. L'importance du secteur informel, la faible représentation des entreprises de haute technologie dans la région, des perspectives d'emploi minimales pour les non qualifiés comme pour ceux qui disposent d'une formation académique, et même la forte représentation des services publics sur le marché du travail suggèrent qu'il faudrait privilégier les efforts de renforcement des qualifications de niveau moyen. Les participants à la conférence ont pu le confirmer.

42. L'influence de l'Etat sur l'éducation a été un des sujets de controverse de la conférence. Néanmoins, et malgré la tradition administrative de nombreux pays concernés, il semble que les participants étaient globalement d'accord pour dire que le rôle du gouvernement dans l'éducation devrait être de superviser et d'assurer la gestion stratégique du système dans son ensemble.

43. Dès lors, la responsabilité du contrôle de l'équilibre entre la demande (le marché du travail) d'éducation et son rôle social devrait revenir aux autorités nationales, en tant qu'instances dirigeantes représentant la population qu'elles gouvernent et au nom de laquelle elles agissent. Ces autorités devraient faciliter et entretenir le dialogue entre les différents acteurs de l'éducation, mettre à la disposition du marché du travail des moyens d'exprimer ses besoins et accorder aux prestataires d'éducation (qu'ils soient publics ou privés) l'autonomie dont ils ont besoin pour s'adapter rapidement à l'évolution de la demande. Un des moyens d'y arriver est de réviser le cadre réglementaire et juridique régissant l'enseignement secondaire et la formation ainsi que leurs institutions, en intégrant les autorités chargées de la réglementation (ministères de l'éducation et de l'emploi et ministères sectoriels) et en rationalisant la gestion nationale des dispositifs d'enseignement secondaire et de formation à travers un organisme unique, afin de mener une orientation stratégique et une gestion cohérentes.

44. De plus, les participants ont débattu du rôle de l'enseignement privé et autres prestataires de formation en tant que force innovatrice et réservoir de formation supplémentaire.

Filières d'orientation

45. Les autorités peuvent s'employer à influencer l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail en contrôlant, entre autres, la différenciation de l'enseignement secondaire au moyen de filières et l'âge d'introduction de cette différenciation (orientation par filières). Les filières d'orientation font l'objet d'une controverse, certains jugeant qu'elles compromettent le rôle social de l'éducation. Certains participants à la conférence proposaient d'abolir purement et simplement les filières et de repousser la formation professionnelle au niveau postsecondaire, tandis que d'autres allaient dans le sens d'un renforcement des filières visant à une meilleure adéquation entre le contenu de formation et les attentes du marché du travail.

46. La pertinence des filières dans l'enseignement secondaire semble varier considérablement en fonction du niveau d'éducation atteint. Dans les pays où la scolarité obligatoire moyenne est faible, les filières peuvent être plus appropriées que dans les pays où l'âge de scolarité obligatoire est de 16 ans.

47. Naturellement, la validité des filières dépend également largement du degré de spécialisation des différentes filières et du niveau de développement des liens horizontaux entre les différents secteurs spécialisés de l'enseignement.

48. Les participants ont suggéré que dans le cas de la région concernée, les systèmes d'enseignement secondaire sans filières ne consistaient une option valide qu'à condition que les capacités et connaissances enseignées dans le cadre d'un enseignement secondaire général soient adaptées afin d'arriver à un équilibre entre connaissances techniques à orientation professionnelle et connaissances théoriques. Les pays qui envisagent de mettre en œuvre l'option sans filières, ou qui l'ont déjà fait, ont signalé la nécessité de professionnaliser quelque peu l'enseignement secondaire général pour tous. Ils jugent cette évolution nécessaire pour permettre aux élèves du secondaire ne poursuivant pas un enseignement formel ou une formation à l'issue de leurs études d'acquérir les compétences générales et professionnelles minimales nécessaires pour entrer dans la vie active et suivre une formation continue si celle-ci devenait nécessaire ou souhaitable.

49. La manière d'enseigner les compétences professionnelles est également un problème dont la solution réside dans l'activité industrielle ou économique du pays. Une forte demande de compétences très spécifiques sur le marché du travail favorise les possibilités d'apprentissage et de formation (formelle) en alternance. Lorsque cette demande de compétences très spécifiques diminue et que l'incertitude gagne le marché de l'emploi, l'argument en faveur d'un élargissement des alternatives à une pratique permanente gagne du poids.

Financement

50. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire général sont essentiellement financés par l'Etat. Le secteur de l'enseignement privé se développe dans la plupart des pays. Les dépenses de formation professionnelle sont généralement supportées par l'Etat, les entreprises (autres que publiques) et les étudiants. L'apport de ces deux derniers groupes varie considérablement d'un pays à un autre.

51. Les participants ont confirmé que la plupart des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord utilisent des systèmes d'audit publics pour contrôler les dépenses d'éducation de chaque institution. Bien que le retour sur investissement dans l'enseignement (secondaire) soit un sujet très controversé, il n'existe pratiquement aucun mécanisme de contrôle suivi de la performance. Si des informations financières suffisantes étaient disponibles et exploitables dans le cadre d'indicateurs de performance éducative, il serait possible de rationaliser les dépenses au moyen d'un quota financier ; or, les données financières font globalement défaut. Le peu de données disponibles est généralement trop peu détaillé pour être exploitable à des fins de contrôle et d'évaluation.

52. Les fonds publics sont généralement affectés directement aux institutions, mais les paramètres de calcul sont très variables. Les participants ont indiqué que les paramètres quantitatifs sont les plus répandus. Certains pays, comme la Tunisie, utilisent des contrats de programmes. A ce jour, à quelques exceptions près (p. ex. la Tunisie), les notions de chèques-formation et de fonds de formation sont encore largement inexplorés.

53. L'expérience internationale a démontré que les mécanismes de financement fondés sur des paramètres quantitatifs peuvent gagner à s'accompagner de mesures incitatives basées sur des paramètres qualitatifs, comme des indicateurs de performance. Cependant, ces incitations ne peuvent réussir qu'à condition que l'environnement comptable et financier d'une part et l'environnement de performance d'autre part soient transparents, tant au niveau de l'école qu'au

niveau du système. De plus, la responsabilisation des institutions d'enseignement et de formation présuppose un plus grand degré d'autonomie que celui dont jouissent actuellement les écoles de la région.

Gestion rationalisée de l'enseignement

54. Les prestations effectives d'éducation ne sont pas les seules à grever les budgets consacrés à l'éducation. Une gestion rationalisée de l'enseignement, tant au niveau local qu'au niveau gouvernemental, peut aussi aider à réduire considérablement la pression. Lors de la conférence, un des sujets les plus notables à cet égard a été le manque apparent de coordination entre les différentes autorités (éducation, emploi, etc.). La rationalisation de la gestion et des politiques en matière d'enseignement et de formation au sein des différentes autorités concernées pourrait réduire un gaspillage de ressources humaines, matérielles et financières. Les arguments sont nombreux en faveur d'une rationalisation de la stratégie de développement des ressources humaines au niveau national.

Partenariat social

55. L'enseignement doit satisfaire les besoins sociaux de l'individu ainsi que les besoins de formation du marché du travail national (voire international). Pour maximiser l'effort fourni pour satisfaire ces besoins, il est impératif qu'un dialogue continu, efficace et équilibré s'établisse entre toutes les parties concernées.

56. Il est ressorti clairement de la conférence que l'organisation des différents acteurs, par le biais notamment de mécanismes de consultation tripartite, occupera une place importante dans le débat sur l'éducation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La prépondérance des petites et moyennes entreprises (PME) et l'importance du secteur informel expliquent la quasi-absence des organisations professionnelles sur le plan historique et, encore aujourd'hui, la grande difficulté à organiser ou à représenter certaines parties prenantes.

57. Ce problème a constitué une préoccupation majeure. D'autres discussions sur l'identification de moyens de promouvoir la participation de tous les intéressés et les échanges d'expériences au niveau international en encourageant la formation dans le secteur privé ont été bien accueillies dans l'ensemble.

IV. Enseignants et formateurs

58. Dans de nombreux pays, qu'ils soient industrialisés ou en développement, le corps enseignant est sous pression. Alors que les enseignants méritent plus que jamais le respect pour les tâches difficiles qu'ils accomplissent dans des conditions souvent difficiles, leur statut est sur le déclin. La plupart des enseignants transmettent des connaissances et une expérience qui pourraient en d'autres lieux leur valoir un salaire plus élevé, une plus grande reconnaissance et de meilleures perspectives de développement de carrière. Ceux qui restent dans la profession sont confrontés à la perspective peu enthousiasmante d'avoir à utiliser des méthodes pédagogiques différentes pour enseigner des matières en constante évolution à un « public » changeant. Beaucoup ayant choisi d'abandonner l'enseignement, la menace permanente que d'autres enseignants suivent leur exemple revêt le problème de la formation et du perfectionnement des enseignants et des formateurs d'un caractère d'extrême urgence.

59. L'évolution du rôle de l'enseignement modifie le rôle du corps enseignant. Au même titre que d'autres professionnels, les enseignants ont besoin d'une formation continue pour être à même d'assumer leur nouveau rôle, à savoir d'animateur et non plus d'instructeur. Comme dans d'autres professions, il faut identifier les besoins de formation préparatoire à l'emploi ou en cours d'emploi des enseignants et des formateurs et de définir ou d'adapter les normes professionnelles.

60. Or, cela ne suffira probablement pas. La menace persistante d'une pénurie de formateurs et d'enseignants exige un effort maximum pour attirer les jeunes diplômés vers cette profession. Pour cela, certains écueils sont à éliminer de la profession.

61. Ces écueils ont déjà été identifiés à propos d'autres pays et la discussion menée sur ce thème au sein du groupe de travail à Turin a révélé que ces écueils étaient également valables dans le contexte du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Il semble que les problèmes concernent la rémunération, les équipements scolaires, la qualification, le perfectionnement, la souplesse des choix de carrière et la reconnaissance publique. On cite souvent en premier le faible niveau de rémunération par rapport à des emplois de profil comparable dans le secteur privé. Toutefois, malgré l'absence de recherches à cet égard dans la région, des études menées en Europe indiquent que le salaire n'est pas toujours le facteur le plus décisif. Bien que la situation puisse être très différente dans des pays où le niveau de vie est bas, il est utile d'observer qu'en Europe les enseignants citent parmi les principales raisons de leur mécontentement le manque de reconnaissance et de perspectives de perfectionnement.

62. Le consensus général qui semble s'être dégagé du groupe de travail à Turin porte, une fois encore, sur une collaboration plus étroite entre les entreprises et les écoles, qui offre les meilleures chances de soulager la pression qui s'exerce sur la profession. En intégrant dans le portfolio des enseignants un volet recyclage professionnel (susceptible de favoriser une hausse de salaire et de rendre le travail plus varié et plus motivant) et en organisant dans le même temps des échanges entre enseignants et salariés d'entreprises, il est possible de valoriser la pratique en classe tout en donnant aux enseignants la possibilité de mettre à jour leurs connaissances et capacités. Les deux parties concernées pouvant tirer profit de tels échanges, les perspectives positives que laisse augurer ce type de projet méritent que l'on s'y attarde plus longuement.

63. Il a été recommandé de renforcer la mise en réseau des organismes de formation, voire même entre des enseignants et des formateurs eux-mêmes, afin de stimuler et d'accélérer l'impact des réformes engagées. Les échanges d'expériences au niveau international peuvent épargner certaines tâches laborieuses concernant la définition de normes professionnelles pour les enseignants et les formateurs, ainsi que leur transcription dans les programmes de formation préparatoire à l'emploi ou en cours d'emploi.

64. Enfin, il convient de porter une attention particulière au rôle des directeurs d'écoles dans le processus de mutation et d'intégrer davantage les nouvelles technologies dans la formation des enseignants et des formateurs.

V. Conclusions

65. Comme il l'a déjà été indiqué, aucune recommandation concrète n'était attendue de cette conférence et aucune n'a été faite. La conférence de Turin a servi de plate-forme de discussion entre les décideurs sur les tendances de l'évolution de l'enseignement secondaire et a été l'occasion de renforcer les liens régionaux et internationaux.
66. La conférence a réussi, cependant, à décomposer un problème extrêmement complexe en une série de questions qui nécessiteront une étude approfondie.
67. Eduquer des jeunes dans un environnement changeant, au sein duquel les capacités professionnelles exigées varient au rythme de l'évolution du marché et des progrès technologiques, exige de la souplesse tant dans le contenu d'apprentissage que dans le contenu de formation. Dans les années à venir, il est fort probable que l'enseignement évolue de sorte que l'on enseigne de moins en moins des capacités en vue d'accomplir des activités, mais de plus en plus des capacités nécessaires à l'acquisition de nouvelles capacités.
68. Il en va de même pour le contexte social de l'enseignement. Au lieu d'apprendre aux jeunes à vivre dans un environnement particulier, il est préférable de leur apprendre à affronter un environnement en constante évolution pour mieux les préparer à un développement continu.
69. Les participants ont jugé important de remettre en question l'opportunité de séparer l'enseignement général de l'enseignement professionnel. Chaque pays (ou groupe de pays partenaires) doit déterminer si la fusion de ces deux systèmes est souhaitable, compte tenu de sa situation propre. Cette décision doit s'appuyer sur une logique clairement définie élaborée dans le cadre d'un large débat rassemblant tous les acteurs de l'éducation.
70. La majorité des participants s'accordent à dire que le rôle des autorités nationales en matière d'enseignement devrait être un rôle de supervision et de gestion stratégique du système dans son ensemble, en contrôlant l'équilibre entre la demande d'éducation et son rôle social. Ces autorités devraient faciliter et entretenir le dialogue entre les différents acteurs de l'éducation.
71. Il est impératif de trouver de nouveaux moyens de financer l'enseignement et la formation si l'on veut instaurer l'enseignement secondaire pour tous voire l'élargir pour inclure des tranches d'âge actuellement exclues du système d'enseignement formel, y compris les adultes dont les besoins de formation continue ne cessent de croître. Il est essentiel d'impliquer tous les acteurs de l'éducation dans ce débat, à savoir l'Etat, les entreprises, les partenaires sociaux, les parents et les étudiants ; il convient d'étudier soigneusement leur potentiel en tant que cofinanceurs du système d'éducation. Le succès de leur participation dépend en grande partie des possibilités qu'ils auront d'accéder de façon transparente à des indicateurs de performance et à des paramètres financiers. L'expérience régionale et internationale ainsi que les exemples de bonne pratique relevés dans ce domaine peuvent fortement aider à identifier de nouveaux moyens de financer l'enseignement.
72. Même si la tâche peut être difficile dans une région où les organisations professionnelles sont traditionnellement peu nombreuses, il convient de concevoir des méthodes et des mécanismes de consultation et d'implication de l'ensemble des parties prenantes au développement de l'éducation. Ceci est tout aussi vrai pour l'enseignement et la formation professionnels que pour l'enseignement secondaire général. Cette question est à rapprocher du point 3 ci-dessus.

73. Le débat sur la qualité et la pertinence de l'enseignement doit s'appuyer sur des statistiques relatives au financement, à l'enseignement et au marché du travail, et exige la participation de tous les acteurs de l'éducation, les autorités nationales pouvant assumer un rôle de facilitation.

74. Les pays industrialisés subissent aujourd'hui les conséquences d'avoir sous-estimé le rôle des enseignants dans le processus d'innovation éducative. Face à l'évolution du rôle des enseignants sous l'influence des nouvelles technologies et nouvelles méthodes pédagogiques, et face au déclin du statut de la profession avec le passage d'une éducation élitiste à une éducation de masse, il convient de trouver des moyens nouveaux de rendre la profession plus attrayante et de développer ou renforcer les possibilités de formation et de recyclage des enseignants.

Renforcement de la coopération

75. Des participants d'horizons divers ont indiqué clairement que l'aide sous la forme d'une coopération traditionnelle en faveur du développement n'est pas nécessaire. La spécificité des traditions culturelles et éducationnelles et du marché du travail dans la région plaide fortement contre l'application aveugle de solutions identifiées en Europe et en Amérique du Nord. Une parfaite illustration en est l'importance, dans la région, du secteur informel dont l'ampleur est sans comparaison avec ce qu'ont pu connaître l'Europe et l'Amérique du Nord récemment.

76. Dans le même temps, l'utilité des exemples de bonne pratique et de l'expérience acquise dans les pays industrialisés a été reconnue, à condition qu'ils soient soigneusement étudiés et non pas simplement transférés. En effet, négliger les nombreuses leçons de la vaste expérience durement acquise dans d'autres régions du monde serait un gaspillage pur et simple de ressources. Une collaboration avec les pays européens et nord-américains pourrait s'avérer particulièrement fructueuse (voire même impérative dans certains cas) pour pallier les effets de la mondialisation sur l'industrie et les marchés du travail locaux.

77. En revanche, les perspectives d'une coopération régionale fructueuse sont prometteuses et la conférence peut se féliciter d'avoir permis d'amorcer la constitution de réseaux régionaux. Même si elle n'a été qu'un premier pas dans la bonne direction, la conférence a révélé une volonté de coopération au niveau régional et une conviction profonde de l'utilité d'une telle collaboration, qu'il convient d'encourager.

Annexe I

Indicateurs d'éducation

	Ministères avec autorité en matière d'enseignement	Années d'enseignement obligatoire	Pourcentage des enfants de 6-10 ans en cours de scolarité, milieu des années 90	Durée moyenne de scolarité des adultes, années 90	GER primaire, 1995	GER secondaire, 1995	GER tertiaire, 1995
Algérie	4	9	95	4.0	107	62	11
Egypte**	4	8	84	4.3	100	74	18
Iran**	4	12	97	3.9	99	69	15
Iraq	2	6	79	4.0	90	44	-
Jordanie	4	10	100	6.0	94	65	18
Liban**	3	6	96	-	109	76	29
Maroc****	3	6	54	2.5	83	39	11
Syrie	3	6	91	5.1	101	44	18
Tunisie	3	-	97	3.9	116	61	13
Autorité palestinienne***	2	10	-	8.0	92	66	-
Yémen	2	9	50	1.5	60	27	10

Source : UNESCO 1997, Barro et Lee, Banque mondiale 1997, Autorité palestinienne 1996, Centre national pour le développement des ressources humaines (www.hchr.gov.jo), Banque mondiale 1998, estimation du personnel de la Banque mondiale d'après les données FAFO 1993 et 1996

* Les ministères techniques (p.ex. ministères de l'agriculture ou des travaux publics) responsables des programmes de formation technique applicables uniquement à leurs propres domaines ne sont pas compris. Le ministère de l'autorité sanitaire pour l'enseignement médical est compris. Pour l'Egypte et la Syrie, les ministères responsables de l'enseignement religieux sont compris.

** GER tertiaire en Egypte et tous les GER en Iran sont des données de 1994 ; les GER secondaires et tertiaires du Liban sont des données datant de 1993.

*** Les années de scolarité pour l'Autorité palestinienne concernent 1992. Les GER sont des moyennes arithmétiques pour les hommes et les femmes.

**** Au Maroc, l'enseignement primaire débute à 7 ans.

Annexe II Agenda

Connaissances et capacités pour le développement: Enseignement secondaire et formation professionnelle au Moyen Orient et en Afrique du Nord

Centre de Conférences de Lingotto, Turin 7-10 mai 2000

Agenda

Dimanche 7 mai

18:30	<p><i>Cérémonie d'ouverture</i></p> <p style="text-align: right;">Sala Londra (en arabe, anglais, français, italien)</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ A. De Villepin, Commission européenne, Direction générale Relations extérieures ■ N. Pyres, Commission européenne, Direction générale Éducation et culture ■ Mme M. Lockheed, Banque mondiale (WB) ■ P. de Rooij, Directeur de la Fondation européenne pour la formation (ETF) ■ Représentants de la Municipalité de Turin, de la Province et de la Région du Piémont
	Dîner-buffet au Centre de Conférences de Lingotto

Lundi 8 mai

8:00	<i>Enregistrement des participants</i>
9:00-11:00	<p><i>Séance d'ouverture</i></p> <p style="text-align: right;">Sala Londra (en arabe, anglais, français, italien)</p>

	<p><i>Présidée par K. Younes (Algérie)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Introduction de la conférence – F. Steier (WB), O. Ramsayer (ETF) ■ Développements économiques régionaux et marchés du travail – M. Nabli (WB) ■ Rôle des institutions et de la culture – R. Pearson (Canada) <p><i>Intervenants: M. Touq (UNRWA), L. Pescia (ETF)</i></p>
11:00-11:20	Pause café
11:20-11:45	<i>Allocution de bienvenue par Giovanni Manzini, Sous-Secrétaire d'état au Ministère italien de l'enseignement</i>
11.45-13.15	<p>Première session – Qualité et conformité de l'enseignement secondaire et de la formation Sala Londra (en arabe, anglais, français, italien)</p> <p><i>Présidée par M.M. Al Tayeb (Yemen)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ L'enseignement secondaire dans les économies en transition: reconsidérer le cadre – D. Fretwell (WB) ■ Elaboration de systèmes d'enseignement et de formation initiale et continue intégrés – J. Castejon (ETF) <p><i>Intervenants: J. Middleton (WB), L. Gallino (Italie), M. Masri (Jordanie)</i></p>
13:15-14:45	Déjeuner
14:45-15:40	<p>Continuation de la Première session Sala Londra (en arabe, anglais, français, italien)</p> <p><i>Présidée par M. Al Tayeb (Yemen)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Evaluation de la qualité et certification – B. McGaw (OCDE) ■ Formation dans le secteur informel des pays en voie de développement: questions et bonne pratique – F. Fluitman (BIT) <p><i>Intervenants: J. Middleton (WB), L. Gallino (Italie), M. Masri (Jordanie)</i></p>
15:40-16:00	Pause café
16:00-18:00	<p>Sessions des groupes de travail (3 groupes, en anglais, français)</p> <p>Sala Londra Groupe 1 – Certification professionnelle et normes de formation <i>Présidé par : O. Ramsayer (ETF)</i> <i>Intervenant : A. Benedek (Hongrie)</i> <i>Rapporteurs : G. Hakim (WB), B. Chakroun (Tunisie)</i></p> <p>Sala Parigi Groupe 2 – Evaluation de la qualité <i>Présidé par : M. Lockheed (WB)</i> <i>Intervenant : M. McKerracher (Royaume-Uni)</i> <i>Rapporteurs : E. Jimeno Sicilia (ETF), S. Shahin (Autorité palestinienne)</i></p> <p>Sala Roma Groupe 3 – Programmes et normes <i>Présidé par : C. Pair (France)</i> <i>Intervenant : M. Diehl (Germany)</i> <i>Rapporteurs : J.-M. Castejon (ETF), M. Siafa (Algérie)</i></p>
20:30	Dîner offert par la Province de Turin

Mardi 9 mai

8:30-11:00	<p>Deuxième session - Dispositifs et financement de l'enseignement secondaire et de la formation Sala Londra (en arabe, anglais, français, italien)</p> <p><i>Présidée par</i> H. Kuhail (Autorité palestinienne)</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Marché de l'enseignement et de la formation et marché du travail : le besoin de directives – J. Mazeran (France) ■ L'enseignement et la formation professionnels: d'une logique de l'offre à une logique de la demande ; le rôle des entreprises et autres partenaires sociaux dans le changement des paradigmes – M. Diehl (Allemagne) ■ Apprentissage et programmes de formation en alternance, perspectives et défis: l'opinion du secteur privé – G. Roussel (France) ■ Financement de l'enseignement secondaire et de la formation – H. Thomas (Royaume-Uni) <p><i>Intervenants:</i> C. Pair (France), A. Ali Sayed (Egypte)</p>
11:00-11:30	Pause café
11:30-13:00	<p>Table ronde - Expériences régionales en matière d'enseignement secondaire et de formation: expériences innovatives Sala Londra (en arabe, anglais, français, italien)</p> <p><i>Présidée par</i> F. Steier (WB)</p>
13:00-14:30	Déjeuner
14:30-16:30	<p>Sessions des groupes de travail Sala Londra, Parigi, Roma (pause café à 15:30) (3 groupes, en anglais, français)</p> <p>Groupe 1 - Dispositifs de l'enseignement secondaire et de la formation <i>Présidé par</i> : K. Tsolakidis (Grèce) <i>Intervenant</i> : J. Mazeran (France) <i>Rapporteurs</i> : T. Linden (WB), N. Yesilmen (Turquie)</p> <p>Groupe 2 - Financement de l'enseignement secondaire et de la formation <i>Présidé par</i> : J. Middleton (WB) <i>Intervenant</i> : H. Thomas (Royaume-Uni) <i>Rapporteurs</i> : A. Vos (ETF), T. Al-Nahr (Jordanie)</p> <p>Groupe 3 - Fonds pour la formation <i>Présidé par</i> : F. Fluitman (BIT) <i>Intervenant</i> : J.P. Péresson (France) <i>Rapporteurs</i> : B. Ramadan (WB), N. Naccache (Liban)</p>

16:45-18:15	<p>Troisième session – Enseignants et formateurs Sala Londra (en arabe, anglais, français, italien)</p> <p><i>Présidée par</i> El Baz El Baz (Egypte)</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Investissement en qualité en ce qui concerne les effectifs de l'enseignement: l'importance des normes, de l'intégration et de l'alignement – M. Pearlman (USA) ■ La professionnalisation des formateurs: tendances d'évolution dans l'Union européenne – M. Brugia (CEDEFOP) <p><i>Intervenants:</i> B. Buck (ETF), F. Tarhouni (Tunisie)</p>
20:30	Dîner à la Fondation européenne pour la formation

Wednesday, 10th May

8:30-10:30	<p>Sessions des groupes de travail Sala Londra, Parigi, Roma (2 groupes, en anglais, français)</p> <p>Groupe 1 – <i>Formation:</i> enseignants et formateurs <i>Présidé par :</i> L. Wilson (ETF) <i>Intervenant :</i> B. Buck (ETF), M. Brugia (CEDEFOP) <i>Rapporteurs :</i> M. Waiser (WB), B. Chakroun (Tunisie)</p> <p>Groupe 2 – <i>Statut:</i> enseignants et formateurs <i>Présidé par :</i> W. Lentsch (Autriche) <i>Intervenant :</i> H. Al-Sadah (Barhein) <i>Rapporteurs :</i> E. Robert-Schweitzer (WB), A. Sadri (Iran)</p>
10:30-10:45	Pause café
10:45-13:30	<p>Séance de clôture Sala Londra (en arabe, anglais, français, italien)</p> <p><i>Présidée par</i> M. Al-Rasheed (Arabie Saoudite)</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Cadre de la Conférence: F. Steier (WB) ■ Comptes rendus des rapporteurs des sessions des groupes de travail ■ Discussion informelle ■ Conclusions préliminaires : S. Heyneman (USA) ■ Prochaines étapes – M. Lockheed (WB), P. de Rooij (ETF)
13:00-14:30	Déjeuner
14:30-16:00	Echanges informels

Annex III

Liste des Participants

MEDA/MENA Region

Algérie	Abdelazia Boudiaf Conseiller au Cabinet du Ministre Ministère de la Formation Professionnelle	Akila Chergou Directeur d'Etudes Ministère de la Formation Professionnelle
	Benkhallel Hocine Sous Directeur de la Publication Conseil Supérieur de l'Education	Toumi Larbi Directeur d'Etudes Conseil Supérieur de l'Education
	Mounira Siafa Chargée d'Etudes Conseil Supérieur de l'Education	S.E. M. Karim Younes Ministre de la Formation Professionnelle Ministère de la Formation Professionnelle
Bahrain	Latifa Almannai Head of Educational Research and Development Centre Ministry of Education	Husain Alsadah Undersecretary for Education Ministry of Education
Egypt	Somaya El-Alfy Abou Serei Secondary Education Enhancement Project (SEEP) Officer Ministry of Education	El Baz Abdel Rahman El Baz Undersecretary of State for General Secondary Education Ministry of Education
	Mohamed K.H. El Said Director of Technical Education Development Programme Ain Shams University	Mohamed Saleh Ahmed Nabih Secondary Education Enhancement Project (SEEP) Officer Ministry of Education
	Ali Ahmed Sayed Major General (R) Engin. Counselor for MOE Ministry of Education	
Iran	Ali-Asghar Faani Deputy Minister of Education Ministry of Education	Abbas Sadri Director General of the Bureau of Higher Technical Vocational Education Affairs Ministry of Education

	<p>Mohammad-Hossein Salimi Jahromi Director General for the Office of Theoretical Education and Pre-University Course Ministry of Education</p>	
Jordan	<p>Muffed Al-Abdullah Secretary General Ministry of Education</p>	<p>Tayseer Al-Nahar Vice-President National Centre for Human Resources Development</p>
	<p>Sadeq A. Hamed Dean Amman College for Engineering Technology</p>	<p>Munther Masri President National Center for Human Resources Development</p>
	<p>Muzahim Muhaisin Director-General Vocational Training Corporation</p>	
Lebanon	<p>Metanios Al-Halabi Director General Ministry of National Education, Youth and Sports</p>	<p>Nemer Frayha President Centre for Educational Research and Development (CERD)</p>
	<p>Abdel Latif Kotaiche Director General Vocational and Technical Education Ministry of Professional and Technical Education</p>	<p>Nabil Naccache Director General Technical Institute and Advisor to the Minister</p>
Maroc	<p>Hassan Benmoussa Secrétaire Général du Département de la Formation Professionnelle Ministère du Développement Social, de la Solidarité, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle</p>	<p>Allal Ouahab Directeur du Développement Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail Ministère de la Formation Professionnelle</p>
	<p>El Majid Zayer Directeur ENSET Mohammedia Ministère de l'Enseignement Secondaire et Technique</p>	
Oman	<p>Said Al-Adawi Deputy Director General for Curricula Ministry of Education</p>	
Palestinian Authority	<p>Salah Alzaroo Vocational Training Officer Ministry of Labour</p>	<p>Hisham Kuhail Deputy Minister of Higher Education Ministry of Higher Education</p>
	<p>Shahin Shahin Director General of Vocational and Technical Education Ministry of Education</p>	

Republic of Djibouti	S.E. Abdi Ibrahim Absieh Ministre Ministère de l'Education Nationale	Aden Guedi Aidid Conseiller du Ministre de l'Education Ministère de l'Education Nationale
Republic of Yemen	Shaif Al Hussein Deputy Minister of Labor and Vocational Training Ministry of Labor and Vocational Training Aisha Mohammed Ali Advisor Ministry of Education E. Mohammed A. Mudaffer Director General for Studies & Development at GAVTT General Authority for Vocational and Technical Training (GAVTT)	H.E. Abdul Wahab Al-Akel Chairman of GAVTT General Authority for Vocational and Technical Training (GAVTT) H.E. Mohammed Al-Tayeb Minister of Labor and Vocational Training
Saudi Arabia	Ali Al-Karni Secretary General High Commission for Education Policy Ministry of Education Ibrahim Alwadi Researcher Ministry of Education	Ibrahim A. Alsheddi Deputy Minister Ministry of Education H.E. Mohamed A. Rasheed Minister of Education Ministry of Education
Syria	H.E. Maher Al-Rez Head of Section State Planning Commission	Abdul Rahman Al-Attar Secretary-General of the Federation of Syrian Chambers of Commerce Damascus Chamber of Commerce
Tunisia	Néjib Ayed Directeur l'Institut National des Sciences de l'Education Barhène Chakroun Coordinateur de l'Unité de Suivi du Projet MANFORM Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi Belhassen Thameur Chargé de Mission et Directeur de l'Unité de Gestion du Projet MANFORM Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	Salah Brouer Membre de la Commission Administrative Union Générale Tunisienne du Travail Fatma Tarhouni Inspectrice Generale de l'Education/Directrice Cabinet du Ministre de l'Education Ministère de l'Education Turkia Tlemceni-Goaied Membre du Bureau Exécutif UTICA Dept. Formation Professionnelle Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA)

Turkey	Ibrahim Barbaros Deputy Undersecretary of the Ministry of Education Ministry of National Education	Bener Cordan Undersecretary of the Ministry of Education Ministry of National Education
	Zühal Gökçesu Head of Department General Directorate for External Relations Ministry of National Education	Mehmet Temel Deputy Undersecretary Ministry of National Education
	Necmettin Yesilmen Director of Metargem Ministry of National Education, Vocational Training and Technical Education Research and Development Center	
United Arab Emirates	Yousuf Alnajjar Director General for Education Education Department Ministry of Education	

EU Member States

Austria	Wolfgang Lentsch Director General Bundesministerium für wirtschaftliche Angelegenheiten	Eleonora Schmid Senior Counsellor Bundesministerium für Bildung, Wissenschaft und Kultur
Belgium	Jan Ceulemans Assistant to the Director Department of Education Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap	Daniel Samyn Cabinet of the Minister of Education Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap
	Nic Vandermarliere Cabinet of the Minister of Education Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap	
Finland	Kari Pitkänen Deputy Director General National Board of Education of Finland Ministry of Education	
Greece	Konstantinos Tsolakidis Advisor to the President Organisation for Vocational Education and Training - OEEK	

Italy	Mercedes Bresso President of the Province Provincia di Torino	Valentino Castellani Mayor of Turin Municipio di Torino
	Franco Cima Project manager – Formazione superiore AECA (Associazione Emilione Centri Autonomi)	Marcello Limina International Programmes on VET/EU and OECD Gabinetto del Ministro Ministero della Pubblica Istruzione
	Giovanni Manzini Sottosegretario di Stato alla Pubblica Istruzione Ministero della Pubblica Istruzione	Vanni d'Archirafi Consigliere di Legazione Ministero degli Affari Esteri
	Talal A. Yusuf Addetto Culturale Reale Ambasciata dell'Arabia Saudita	
United Kingdom	Muriel Dunbar Senior Education Specialist The British Council	Maureen Gore Business Development Manager Scottish Council for Education Technology (SCET)
	Richard Pietrasik Chief Executive Scottish Council for Education Technology (SCET)	

International organisations

European Commission	Norman Pyres Principal Administrator DG EAC Commission européenne	Alban de Villepin Direction Méditerranée DG RELEX Commission européenne
European Training Foundation	Peter de Rooij Director European Training Foundation	Eva Jimeno Sicilia Programme manager European Training Foundation
	Livio Pescia Deputy Director European Training Foundation	Olivier Ramsayer Head of MEDA Department European Training Foundation
	Sandra Stefani Deputy Head of MEDA Department European Training Foundation	Lesley Wilson Head of Planning, Monitoring and Evaluation Unit European Training Foundation
ILO	Abdel-Rahman Abdel-Rahman Manager, Regional Programme for Arab States International Training Centre of the ILO	Yuhanna Aboona International Training Centre of the ILO
	Abdelaziz Boutaleb Senior Specialist International Labour Office, North African Multidisciplinary Team	Frans Lenglet Director of Training International Training Centre of the ILO

World Bank	Mae Chu Chang Principal General Educator World Bank	Dung-Kim Pham Operations Analyst World Bank
	Guillermo Hakim Human Resources Economist - MENA Region World Bank	Toby Linden Knowledge Coordinator Secondary Education World Bank
	Marlaine Lockheed Education Sector Manager World Bank	Michael Mertaugh Principal Economist/ Turkey Country Office World Bank
	Bassam Ramadan Senior Economist/ Lebanon Country Office World Bank	Eluned Roberts-Schweitzer Education Specialist World Bank
	Ferda Sahmali Human Development Specialist - ECCTR World Bank Turkey Country Office	Francis Steier Senior Education Economist World Bank
	Myriam Waiser Education Specialist World Bank Institute	

Experts

Canada	Roger Pearson Director Marine Institute International	
CEDEFOP	Mara Brugia Main Expert on Teacher Training and Project Coordination CEDEFOP	
European Training Foundation	Bernhard Buck Deputy Head of Department European Training Foundation	Jean-Marc Castejon Country manager for Morocco and Algeria European Training Foundation
France	Jacques Mazeran Ministère de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie Jean-Paul Péresson Director Wolson	Claude Pair Professeur des Universités G. Roussel Directeur des Ressources Humaines Aventis CropScience
Germany	Manfred Diehl Director and Programme Coordinator Vocational Education and Training and Employment Programme - GTZ	

Hungary	András Benedek Deputy State Secretary Ministry of Education	
ILO	Fred Fluitman Programme Manager Employment and Training Policies International Training Centre of the ILO	
Italy	Luciano Gallino Docente di Sociologia Dipartimento di Scienze dell'Educazione Università di Torino	
OECD	Barry McGaw Deputy Director for Education Directorate of Education, Employment Labour and Social Affairs OECD	
United Kingdom	Moira McKerracher International Development Coordinator International Unit Scottish Qualifications Authority	Hywel Thomas Head of the School of Education University of Birmingham
UNESCO	Muhyieddeen Touq Director of UNRWA/UNESCO	
USA	Steve Heyneman Vice President International Management & Development Group, Ltd Linda Pfister Vice President International Development Educational Testing Service - ETS	Mari Pearlman Vice President Teaching and Learning Educational Testing Service - ETS
World Bank	David Fretwell Principal Employment and Training Specialist World Bank	K. Mustapha Nabli Chief Economist - MENA Region World Bank

Cette Conférence était également parrainée par

Comune di Torino



Provincia di Torino



Regione Piemonte

